



**KPMG S.A.**  
**Bureau de Lille**  
36 rue Eugène Jacquet  
CS 75039  
59705 Marcq en Baroeul  
France

Téléphone : +33 (0)3 20 20 65 00  
Télécopie : +33 (0)3 20 20 66 57  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

# *Association Institut de Genech*

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 août 2021  
Association Institut de Genech  
Rue de la Libération - 59242 Genech  
*Ce rapport contient 35 pages*  
Référence : EF/MH

KPMG S.A.,  
société française membre du réseau KPMG  
constitué de cabinets indépendants adhérents de  
KPMG International Limited, une société de droit anglais  
(« private company limited by guarantee »).

Société anonyme d'expertise  
comptable et de commissariat  
aux comptes à directoire et  
conseil de surveillance.  
Inscrite au Tableau de l'Ordre  
à Paris sous le n° 14-30080101  
et à la Compagnie Régionale  
des Commissaires aux Comptes  
de Versailles et du Centre

**Siège social :**  
KPMG S.A.  
Tour Echo  
2 avenue Gambetta  
92080 Paris la Défense Cedex  
Capital : 5 487 100 €.  
Code APE 6920Z  
775 726 417 R.C.S. Nanterre  
TVA Union Européenne  
FR 77 775 726 417



**KPMG S.A.**  
**Bureau de Lille**  
36 rue Eugène Jacquet  
CS 75039  
59705 Marcq en Barœul  
France

Téléphone : +33 (0)3 20 20 65 00  
Télécopie : +33 (0)3 20 20 66 57  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

## **Association Institut de Genech**

Siège social : Rue de la Libération - 59242 Genech

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 août 2021

A l'Assemblée Générale de l'association Institut de Genech,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Institut de Genech relatifs à l'exercice clos le 31 août 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2020 à la date d'émission de notre rapport.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 3.1.Faits caractéristiques de l'exercice » et la note « 4.1.1.Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels qui expose les changements de méthode comptable relatifs à la première application du règlement ANC 2018-06.

KPMG S.A.,  
société française membre du réseau KPMG  
constitué de cabinets indépendants adhérents de  
KPMG International Limited, une société de droit anglais  
(« private company limited by guarantee »).

Société anonyme d'expertise  
comptable et de commissariat  
aux comptes à direction et  
conseil de surveillance.  
Inscrite au Tableau de l'Ordre  
à Paris sous le n° 14-30080101  
et à la Compagnie Régionale  
des Commissaires aux Comptes  
de Versailles et du Centre

Siège social :  
KPMG S.A.  
Tour Egho  
2 avenue Gambetta  
92086 Paris la Défense Cedex  
Capital : 5 487 100 €  
Code APE 6920Z  
775 726 417 R.C.S. Nanterre  
TVA Union Européenne  
FR 77 775 726 417

### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



**Association Institut de Genech**  
**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**  
**Exercice clos le 31 août 2021**

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 16 décembre 2021

KPMG S.A.

Jacques Dufour  
Associé

Matthieu Pinero  
Associé

## BILAN ACTIF AU 31/08/2021

ACTIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)			Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>494 941</b>	<b>346 929</b>	<b>148 011</b>	<b>141 322</b>
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	494 941	346 929	148 011	141 322
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>60 892 707</b>	<b>34 916 073</b>	<b>25 976 634</b>	<b>25 468 548</b>
Terrains	96 208		96 208	96 208
Constructions	44 032 367	23 069 987	20 962 379	21 351 809
Installations techniques, matériel et outillage industriels	6 324 227	4 991 307	1 332 919	1 535 510
Autres immobilisations corporelles	8 765 989	6 854 779	1 911 210	1 640 139
Immobilisations corporelles en cours	1 610 237		1 610 237	844 883
Avances et acomptes	63 679		63 679	
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
<b>Immobilisations financières</b>	<b>2 491 695</b>	<b>27 063</b>	<b>2 464 632</b>	<b>2 461 452</b>
Participations et Créances rattachées	2 464 836	18 531	2 446 305	2 446 305
Autres titres immobilisés	14 309	762	13 547	13 547
Prêts	7 770	7 770	0	
Autres	4 780		4 780	1 600
<b>Total I</b>	<b>63 879 343</b>	<b>35 290 066</b>	<b>28 589 277</b>	<b>28 071 321</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours	382 678		382 678	340 444
Avances et acomptes versés	1 116		1 116	25 596
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 119 617	335 547	3 784 071	1 092 537
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	944 500	5 000	939 500	1 839 256
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	3 942 623		3 942 623	4 630 507
Charges constatées d'avance	413 784		413 784	264 561
<b>Total II</b>	<b>9 804 319</b>	<b>340 547</b>	<b>9 463 773</b>	<b>8 192 900</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>73 683 662</b>	<b>35 630 612</b>	<b>38 053 050</b>	<b>36 264 222</b>

**BILAN PASSIF AU 31/08/2021**

<b>PASSIF</b>	<b>Exercice N (selon ANC 2018-06)</b>	<b>Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)</b>
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	602 088	8 113 857
Fonds propres avec droit de reprise	999 762	999 762
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Réserves		3 569 673
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	2 094 780	
Autres	2 591 633	
Report à nouveau	8 161 008	4 789 889
Excédent ou déficit de l'exercice	1 036 002	1 800 761
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>15 485 272</b>	<b>19 273 942</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	5 008 933	417 920
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
<b>Total I</b>	<b>20 494 205</b>	<b>19 691 863</b>
<b>FONDS REPORTEES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>Total II</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	100 000	100 000
Provisions pour charges	522 299	538 303
<b>Total III</b>	<b>622 299</b>	<b>638 303</b>
<b>Fonds dédiés</b>		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
<b>Total III bis</b>		
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	10 216 557	10 636 664
Emprunts et dettes financières diverses	71 743	65 674
Avances et acomptes reçus	503 163	693 561
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	3 243 528	961 588
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 147 261	1 937 006
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	890 784	855 617
Autres dettes	673 509	608 043
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	190 001	175 902
<b>Total IV</b>	<b>16 936 546</b>	<b>15 934 056</b>
Ecart de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)</b>	<b>38 053 050</b>	<b>36 264 222</b>



**COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/09/2020 au 31/08/2021**

<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>Exercice N (selon ANC 2018-06)</b>	<b>Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)</b>
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	549 867	351 342
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	8 085 574	15 464 104
Production stockée	19 291	12 301
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Subventions	466 513	2 075 795
Produits liés à des financements réglementaires	20 187 836	
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	268 783	452 430
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Autres produits	924	120 304
<b>Total I</b>	<b>29 578 789</b>	<b>18 476 275</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	162 394	105 269
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	14 498 721	5 492 064
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	724 694	688 300
Salaires et traitements	7 735 999	6 780 928
Charges sociales	2 588 982	2 266 653
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 487 220	2 240 816
Dotations aux provisions	240 439	155 667
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
Aides financières	4 011	
Autres charges	111 406	13 182
<b>Total II</b>	<b>28 553 866</b>	<b>17 742 879</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>1 024 923</b>	<b>733 396</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation	1 072	1 810
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	4 478	6 340
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change	14	3
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total III</b>	<b>5 564</b>	<b>8 152</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		7 770
Intérêts et charges assimilés	186 772	203 457
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total IV</b>	<b>186 772</b>	<b>211 227</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>-181 207</b>	<b>-203 076</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>		
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		



**COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/09/2020 au 31/08/2021**

<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>Exercice N (selon ANC 2018-06)</b>	<b>Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)</b>
Sur opérations de gestion	252 542	1 416 427
Sur opérations en capital	514 460	53 771
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>Total V</b>	<b>767 002</b>	<b>1 470 198</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	470 820	99 849
Sur opérations en capital	103 896	99 908
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>Total VI</b>	<b>574 716</b>	<b>199 757</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>192 286</b>	<b>1 270 441</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>30 351 355</b>	<b>19 954 624</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>29 315 353</b>	<b>18 153 863</b>
<b>SOLDE INTERMEDIAIRE</b>		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>1 036 002</b>	<b>1 800 761</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		

# *Association Institut de Genech*

*Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos  
le 31/08/2021*

*Montants exprimés en EUR*

## Table des matières

1	Objet social	3
2	Nature et périmètre des activités et moyens mis en œuvre	4
3	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	5
3.1	Faits caractéristiques de l'exercice	5
3.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	5
4	Principes et méthodes comptables	6
4.1	Principes généraux	6
4.1.1	Changement de méthode comptable	6
4.1.2	Changements d'estimation	7
4.1.3	Corrections d'erreurs	7
4.2	Dérogations	7
4.3	Principales méthodes comptables	8
5	Informations relatives aux postes du bilan	9
5.1	Actif immobilisé	9
5.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	9
5.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	12
5.1.3	Informations relatives aux filiales et participations	13
	Actif circulant	14
5.1.4	Stocks et en cours	14
5.2	Fonds propres	15
5.2.1	Tableau de variation des Fonds propres	16
5.2.2	Subventions d'investissement	17
5.3	Tableaux de variation des provisions pour risques et charges	18
5.4	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	18
5.5	Dettes	19
5.5.1	Emprunts et autres dettes assimilés	19
5.5.2	Autres dettes	19
6	Informations relatives au Compte de résultat	20
6.1.1	Ventes de biens et de services	20
6.1.2	Produits de tiers financeurs	20
6.2	Charges du compte de résultat	21
6.2.1	Salaires et traitements, charges sociales	21
6.3	Résultat Financier	21
6.4	Résultat Exceptionnel	21
6.5	Contributions volontaires en nature du compte de résultat	23
6.1	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	24
6.2	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	24
7	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	25
7.1	Engagements financiers donnés et reçus	25

## **1**      **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association a pour objet d'assumer la responsabilité, dans les cadres législatifs et réglementaires en vigueur, et dans le respect des textes fondamentaux de l'Enseignement catholique, d'établissements de formation permettant d'offrir à des jeunes en formation scolaire et supérieure, en apprentissage et à des adultes, une formation générale, technologique et professionnelle.

Elle assume notamment la responsabilité :

- de deux établissements qui remplissent les missions définies à l'article L 813-1 du code rural, dont le contrat avec l'Etat est régi par les articles L.813-1 et R.813-1 et suivants du code rural, situés à Genech et Bavay respectivement ,
- d'un CFA dont le contrat avec l'Etat est régi par les articles du Livre II de la Sixième Partie du Code du Travail,
- d'un lycée d'enseignement général relevant du ministère de l'Education nationale et dont le contrat avec l'Etat est régi par les articles du titre IV du livre IV du code de l'Education.

L'association, à travers les établissements dont elle a la responsabilité, contribue au développement personnel des élèves, étudiants, apprentis et stagiaires de la formation professionnelle, à l'élévation et l'adaptation de leur niveau de formation et de qualification, ainsi qu'à leur insertion sociale et professionnelle.

Par son objet l'association contribue à l'animation et au développement des territoires, ainsi qu'aux activités de développement, d'expérimentation et de recherche appliquée, dans les domaines liés aux formations qu'elle assure et de coopération internationale.

Pour réaliser son objet, l'association peut également passer contrat ou convention avec des collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme public ou privé concourant même partiellement à son objet.

## 2 Nature et périmètre des activités et moyens mis en œuvre

**Le groupe est constitué d'un lycée agricole sous contrat ministère de l'agriculture, un lycée général sous contrat ministère de l'éducation nationale, un CFA, et un centre de formation continue. Une EURL Genech Conseil et une SCI sont rattachées à l'Institut.**

Au total, l'institut est organisé en 8 unités sur 3 sites :

- Un collège
- Un lycée professionnel
- Un lycée technologique
- Un lycée général
- Un pôle d'enseignement supérieur
- Genech Formation (apprentissage et formation continue à Lesquin)
- Genech Conseil (formation à destination des entreprises)
- Le siège du CFA qui gère 17 UFA au 1/1/2020 en Hauts-de-France

A ces unités est rattaché le site du Lycée Professionnel de Bavay, géré par convention depuis le 1/9/2016.

Lycée d'enseignement général (Ministère de l'éducation Nationale)

Formation initiale scolaire temps plein - Genech 735 élèves

Lycée d'enseignement Agricole Privé (ministère de l'Agriculture)

Formation initiale scolaire temps plein - Genech  
1410 élèves et étudiants (dont 326 rattachés au LEG)  
Hors étudiants en post-BTS, licence professionnelle...

Centre de Formation d'Apprentis (CFA régional de Genech)

1539 apprentis répartis dans 13 unités de formation par apprentissage, dont l'UFA de Lesquin (Genech Formation) au domaine d'Engrain

UFA de Lesquin : Genech Formation

Formation Initiale en Alternance (Apprentissage), 500 apprentis  
Formation Adulte à Lesquin, 200 adultes (formation continue et formations courtes)

Site de Bavay

118 élèves et 51 apprentis

Filiales

EURL Genech Conseil, Formation de salariés et chefs d'entreprise  
Société Civile Immobilière d'Engrain, (Lesquin) - SCI

### 3 Faits caractéristiques significatifs, de l'exercice et postérieurs à la clôture

#### 3.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits significatifs suivants :

- la première application du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 publié le 30/12 2018 « *relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif* » avec notamment la création des nouveaux postes dans le bilan et le compte de résultat pour les comptes de l'exercice de première application.
- Réforme du financement de l'apprentissage :  
Financement par les OPCO  
Intégration dans les produits de l'exercice à partir du 01/09/2020 des différents UFA qui composent le CFA de l'Institut de Genech : soit une augmentation des produits de 7 966 K€  
Les Charges sont impactées de la sous traitance des formations réalisées par les UFA ainsi que les frais d'acquisition du matériel financé par le premeier équipement, soit une charge de 7 966 K€  
Le financement par les OPCO engendre une hausse significative des créances de l'institut et des dettes fournisseurs en ce qui concerne la sous traitance des UFA.
- Impacts covid 19 : demi jauge, distanciel et remises . Le montant des remises distancielles accordé au titre des pensions et demi-pensions sur 2020-2021 s'élève à 873 K€

#### 3.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

## 4 Principes et méthodes comptables

### 4.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020. Il peut être appliqué par anticipation pour l'exercice en cours à sa date de publication (le 30/12/2018).

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

#### 4.1.1 Changement de méthode comptable

##### Première application du règlement ANC n°2018-06

La première application du règlement ANC n°2018-06 constitue un changement de méthode comptable.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés. En effet aucun texte n'a autorisé une présentation avec effet rétroactif du bilan et du compte de résultat comme si le règlement ANC n°2018-06 avait été appliqué dans les comptes dès l'ouverture de l'exercice précédent.

- Le poste comprenant le montant des subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables a été modifié à l'ouverture de l'exercice afin de présenter celui-ci avec le montant net des subventions perçues déduction des reprises au compte de résultat qui auraient été comptabilisées, au rythme des amortissements des immobilisations financées, si le règlement ANC n°2018-06 était appliqué antérieurement lors de l'attribution de ces subventions.

##### Postes Impactés, Incidence de la première application du règlement ANC n°2018-06 sur les comptes à l'ouverture de l'exercice

Les impacts à l'ouverture de l'exercice sont les suivants

- Actif :
  - o Néant
- Passif autres que le poste « Report à nouveau » :
  - o Autres fonds associatifs avec ou sans droit de reprise - 7.511.769 €
  - o Subventions d'investissements + 4.824.671€
- Montant net, en report à nouveau : + 2.687.098 €



### Comparabilité des comptes

Nous vous indiquons ci-dessous la comparaison des montants des postes du compte de résultat de l'exercice, impactés par le changement de réglementation comptable, avec ceux de l'exercice précédent à méthode comptable comparable, c'est-à-dire en appliquant également le règlement ANC n°2018-06 aux comptes de l'exercice précédent.

	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon CRC 2018-06)	Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)
<b>COMPTE DE RESULTAT</b>			
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
Cotisations			
Ventes de biens et services			
Ventes de biens	549 867	351 342	351 342
dont ventes de dons en nature			
Ventes de prestations de service	8 085 574	7 451 208	15 464 104
dont parrainages			
Production stockée	19 291	12 301	12 301
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation			
Subventions	466 513	2 075 795	2 075 795
Produits liés à des financements réglementaires	20 187 836	8 012 896	
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable			
Ressources liées à la générosité du public			
Contributions financières			
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	268 783	452 430	452 430
Autres produits	924	120 304	120 304
<b>Total I</b>	<b>29 578 789</b>	<b>18 476 274</b>	<b>18 476 275</b>

#### 4.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectuée aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

#### 4.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

#### 4.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

#### 4.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;
- la comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

## 5 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

### 5.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

#### 5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Rubriques	Valeurs brutes au 01/09/2020	Augmentations	Diminutions	Valeurs Brutes au 31/08/2021
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	474 041	21 800	900	494 941
Terrains	96 208			96 208
Constructions	43 293 821	991 276	252 730	44 032 367
Installations techniques, matériel et outillage industriels	6 216 333	147 267	39 373	6 324 227
Autres Immobilisations corporelles	8 086 009	1 122 651	442 671	8 765 989
Immobilisations financières	2 488 515	3 180		2 491 695
<b>Total</b>	<b>60 654 926</b>	<b>2 286 174</b>	<b>735 674</b>	<b>62 205 426</b>

Les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice sont notamment représentés par

Désignation	Investissements Directs
1150 Tablettes élèves .....	449.500,09 €
Constructions 4 preaux Bâtiment H, STAV, Restaurants Parmentier et Bocuse	314.580,97 €
Extension Self BTS.....	298.467,58 €
Rénovation salle de cinéma.....	74.465,17 €
Acquisitions et Aménagements de 2 portakabins derriere la maison du paysage	65.065,27 €
<b>TOTAL</b>	<b>1.202.079,08 €</b>

Le total des investissements s'est élevé à 2.200.245,64 euros pour l'institut augmenté de 82.748,34 euros soit un total de 2.282.993,98 euros, auquel s'ajoutent les immobilisations en cours au 31 août 2021 soit 1.610.237 €, à savoir :

- 4 classes pour l'enseignement supérieur : 469.268,35 €
- Tablettes élèves pour 2021-2022 : 294.262,33 €
- Sanitaire interneat « verger » : 245.618,88 €
- Préaux + cage élévateur : 232.084,39 €
- Sanitaire interneat « ABCDEF » : 120.081,55 €
- Bâtiment Equin pour le CFA : 102.036,76 €
- Projet Agora pour 32.664,00 €
- Chambre de culture pour le labo-in-vitro : 21.864,52 €
- Fromagerie : 17.461,32 €
- Panneaux Photovoltaïques : 16.518,00 €
- Ferme Delporte : 15.456,00 €
- Hangar matériels : 9.334,80 €
- Projet Arborétum : 8.584,62 €
- Voirie Traversante Petit Jardin : 5.923,37 €
- Accès sécurisé Noiriez avec barrière : 5.033,76 €
- Eclairage Campus : 4.278,72 €
- Jardin des Lumières : 3.214,58 €
- Projet génération biodiversité : 1.731,22 €
- Quai déchargement labo-in-vitro : 1.603,27 €
- 2 Serres Labo In-Vitro: 1.400,00 €
- Bergerie : 1.380,00 €
- Cours de Bulles: 436,97 €

**Association Institut de Genech**  
Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/08/2021 Date de clôture  
Montants exprimés en EUR

Les sorties de l'exercice sont :

Désignation	Sorties
MATERIEL INFORMATIQUE.....	143.812,47 €
ETABLE.....	133.984,13 €
PHOTOCOPIEURS.....	115.000,83 €
TABLETTES ELEVES.....	67.240,56 €
RENOVATION INTERNAT.....	62.301,44 €
AUVENT CDI.....	35.612,70 €
AGENCEMENTS INSTALLATIONS LESQUIN.....	19.903,13 €
MATERIEL DIVERS ECOLE.....	19.195,08 €
TUNNEL BERGERIE.....	19.117,87 €
AGENCEMENTS ET INSTALLATIONS INTERNAT.....	18.665,88 €
MOBILIER SCOLAIRE.....	17.632,29 €
MATERIEL DE TRANSPORT.....	17.500,00 €
AGENCEMENTS ET INSTALLATIONS.....	17.412,55 €
MATERIEL DE CUISINE.....	11.890,63 €
MOBILIER DE BUREAU.....	8.626,01 €
AGENCEMENTS ET INSTALLATIONS MAGASIN.....	6.387,17 €
CHEVAUX.....	6.137,50 €
MATERIEL MAGASIN.....	4.540,08 €
MOBILIER INTERNAT.....	2.882,91 €
MATERIEL FERME.....	1.947,46 €
MATERIEL HORTICULTURE.....	1.800,00 €
SALLE DE SPORT.....	1.713,69 €
TABLETTES ENSEIGNANTS.....	1.470,00 €
LOGICIELS.....	900,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>735.674,38 €</b>

### 5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations dotations aux amortissements	Diminutions amortissements afférents aux éléments sortis	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	332 719	14 406	196	346 929
Constructions	18 627 729	1 091 174	169 776	19 549 127
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	3 321 714	206 578		3 528 292
Matériels et outillages	4 688 557	351 176	39 373	5 000 359
Agencements et installations	2 349 945	106 833	62 369	2 394 408
Matériel de transport	233 637	36 324	17 500	252 461
Matériel de bureau et informatique	1 822 030	511 016	307 286	2 025 760
Mobilier	2 025 094	169 713	29 141	2 165 666
Immobilisations corporelles	33 068 706	2 472 814	625 445	34 916 075
<b>Totaux</b>	<b>33 401 425</b>	<b>2 487 220</b>	<b>625 641</b>	<b>35 263 004</b>

#### 5.1.2.1 Modalités d'amortissements

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	3 et 5 ans
Constructions	Linéaire	5, 8, 10, 15 & 20 ans
Lot A : Gros Œuvres	Linéaire	50 ans
Lot B : Couverture, menuiseries extérieures	Linéaire	30 ans
Lot C : Chauffage, plomberie, électricité, ventilation	Linéaire	20 ans
Lot D : Aménagements intérieurs	Linéaire	15 et 20 ans
Agencements et installations	Linéaire	3 à 30 ans selon la nature de l'immobilisa
Matériel et outillage	Linéaire	3 à 30 ans selon la nature de l'immobilisa.
Matériel de transport	Linéaire	5, 8 et 10 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 et 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3,5 et 10 ans

#### 5.1.3 Informations relatives aux filiales et participations

Société	Capitaux propres	% capital détenu	Date du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos
<b>E.U.R.L GENECH CONSEIL</b>	<b>32.823 €</b>	<b>100 %</b>	<b>31 / 08 / 2021</b>	<b>23 219 €</b>
<b>S.C.I D'ENGRAIN</b>	<b>1.925.686 €</b>	<b>70,30 %</b>	<b>31 / 12 / 2020</b>	<b>13 499 €</b>



## **Actif circulant**

### **5.1.4 Stocks et en cours**

Les stocks d'approvisionnements sont évalués selon la méthode FIFO.

#### **5.1.4.1 Echéance des créances – Provisions pour Dépréciations**

L'exigibilité de toutes les créances de l'actif circulant est inférieure à un an.

Tableau détaillé des provisions pour dépréciation d'actifs :

Elément d'actif	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant des provisions à la fin de l'exercice
<b>1) <u>Actifs immobilisés</u></b>	18 531	0	0	18 531
- Titres de participations				
- Créances participatives	8 531	0	0	8 532
<b>Sous total 1</b>	<b>27 062</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>27 063</b>
<b>2) <u>Actifs circulants</u></b>				
- Client	309 303	160 444	134 200	335 547
- Autres créances	5 000	0	0	5 000
<b>Sous total 2</b>	<b>314 303</b>	<b>160 444</b>	<b>134 200</b>	<b>340 547</b>
<b>Totaux</b>	<b>341 365</b>	<b>160 444</b>	<b>134 200</b>	<b>367 610</b>

Provision pour dépréciation des créances clients :

La méthode utilisée pour calculer la provision pour dépréciation des créances clients est la suivante :

100% des créances N-1 sont passés en provision pour les Apprentis et FI,  
50% pour les comptes 41C

#### 5.1.4.2 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Désignation	Détail	Total
<u>Charges</u>		
Locations	37 088	
Maintenances	27 446	
Catalogues et imprimés	3 624	
Fournitures	190 551	
Taxe foncière	35 532	
Cotisations	46 545	
Abonnements	11 428	
Téléphone	2 379	
Assurances	54 396	
Publicité	3 520	
Sous traitance	1 274	
<u>486000 Charges constatées d'avance</u>		<u>413 784</u>

#### 5.2 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

### 5.2.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

	solde 31/08/2019 CRC 99-01	Transfert ANC 2018- 06 au 01/09/202 0	solde à nouveau 01/09/2020 ANC 2018-06	Augm.	Dim.	Solde au 31/08/2021
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>						
APPORT SANS DROIT DE REPRISE	88 545		88 545			88 545
APPORT SANS DROIT DE REPRISE BAVAY	513 543		513 543			513 543
SUBV. INVESTIS/BIENS N.R ETAT	41 658	-41 658	0			0
SUBV. INVESTIS/BIENS N.R REGION	7 310 950	-7 310 950	0			0
SUBV. INVESTIS/BIENS N.R DEPARTEMNT	53 475	-53 475	0			0
SUBV. INVESTIS/BIENS N.R AUTRES	105 686	-105 686	0			0
<b>Fonds Propres avec droit de reprise</b>						
APPORT AVEC DROIT DE REPRISE	999 762		999 762			999 762
<b>Réserves</b>						
RESERVES POUR INVESTISSEMENTS	708 040		708 040		54 094	653 946
RESERVE DU CFA REGIONAL	270 000		270 000	1 170 834		1 440 834
RESERVES DE TRESORERIE	2 591 633		2 591 633			2 591 633
<b>Report à Nouveau</b>						
REPORT A NOUVEAU SOLDE CREDITEUR	4 997 481	2 687 098	7 684 579	684 021	207 591	8 161 009
RAN RECONSTIT. SUBV & PROV BAVAY	-207 591		-207 591	207 591		0
<b>Résultat de l'exercice</b>	1 800 761		1 800 761	1 036 002	1 800 761	1 036 002
<b>Subvention d'équipement</b>	417 920	4 824 671	5 242 591	278 698	512 357	5 008 932
<b>Total</b>	<b>19 691 863</b>	<b>0</b>	<b>19 691 863</b>	<b>3 377 146</b>	<b>2 574 803</b>	<b>20 494 206</b>

#### 5.2.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

L'apport de l'école d'horticulture sans droit de reprise pour un montant de 88.545,43 Euros auquel s'ajoute l'apport sans droit de reprise du LEAP de BAVAY pour 513 542,48 Euros

Les fonds propres sans droits de reprises représentent au 31/08/2021 un total de 602.087,91 €

#### 5.2.1.2 Fonds propres avec droits de reprise

Des fonds associatifs avec droits de reprise de 999.761,60 euros constitués par l'apport associatif du Syndicat pour la Promotion de l'enseignement Libre Agricole de la Région Nord (S.P.L.A.R.N) de 6.558 parts sociales de la S.C.I d'ENGRAIN au profit de l'Institut de Genech.

#### 5.2.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention. Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan

La première application du changement de réglementation a été appliquée suivant le règlement 2018-06 de façon rétrospective, avec un effet à l'ouverture de l'exercice sur

- Le poste fonds propre sans droit de reprise « subventions d'investissement » est en diminution de 7 511 769 € : Ils correspondent pour 1 026 921 € à des subventions dont les biens financés sont totalement amorties, pour 6 484 848 € à des subventions pour lesquelles les bien financés ne sont pas totalement amortis.
- le poste report à nouveau est en augmentation de 2 687 098 €. Il correspond pour 1 026 921 € aux subventions précédemment citées et pour 1 660 177 € au cumul de l'amortissement qui aurait dû être pratiqué sur les 6 484 848 €.
- le poste de subvention d'équipement est en hausse de 4.824.671 €. Il correspond à l'augmentation nette (subvention brute : 6 484 848 € moins les amortissements : 1 660 177 €).

### 5.3 Tableaux de variation des provisions pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

<b>Tableau des provisions pour risques et charges</b>	<b>31/08/2020</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>31/08/2021</b>
Provision pour indemnité de départ à la retraite	420 854	79 996		500 850
Provision pour risque prud'homal	100 000			100 000
Provision pour gros entretiens	117 449		96 000	21 449
<b>Total des provisions pour risques et charges</b>	<b>638 303</b>	<b>79 996</b>	<b>96 000</b>	<b>622 299</b>

— Provisions pour risques : 100 000 euros  
Ces provisions correspondent à des risques pour litiges sociaux.

1. Provision pour charges : 522 299 euros.

Ces provisions concernent :  
- les départs en retraite pour un montant de 500 850 €  
- des provisions gros entretiens : SSI pour 21 449 €

### 5.4 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Le montant des droits acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite, en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite s'élève à 500 850 euros.

Cette provision tient compte notamment des paramètres suivants :

- Age de départ en retraite prévu à 62 ans,
- Taux de charges sociales individuel par salarié, soit une moyenne de 38,4 %
- Taux de revalorisation des salaires de + 1,50 %
- Taux de calcul actuariel de 1 %
- Taux de turnover appliqué 6 %

## 5.5 Dettes

### 5.5.1 Emprunts et autres dettes assimilés

Rubrique	Total	A moins d'1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
Dont emprunts	10 168 830 €	1 482 278 €	4 480 829 €	4 205 723 €

Rubrique	Solde au 1/09/2020	Souscriptions	Remboursements	Solde au 31/08/2021
Dont emprunts	10 584 244 €	1 153 024 €	- 1 568 438 €	10 168 830 €

#### 5.5.1.1 Partenaires - comptes courants

Le montant des fonds apportés ou laissés temporairement à la disposition de l'entité par les partenaires (associations affiliées de l'entité), s'élève à 71 743 € contre 66 682 € l'exercice précédent.

### 5.5.2 Autres dettes

Toutes les dettes autres que financières, sont d'échéance inférieure à un an.



## 6 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général. Produits du compte de résultat

### 6.1.1 Ventes de biens et de services

Les ventes de biens et services peuvent être ainsi détaillées :

Secteurs d'activité	Chiffre d'affaires € 2020-2021	Chiffre d'affaires € 2019-2020
Formation initiale agri	3 584 684 €	8 309 558 €
Formation initiale E.N	1 378 145 €	2 176 625 €
Centre adultes	995 752 €	516 129 €
C.F.A.	953 493 €	3 010 357 €
Exploitation	1 723 368 €	1 802 777 €
<b>Total</b>	<b>8 635 442 €</b>	<b>15 815 446 €</b>

La forte diminution de chiffre d'affaires se justifie par le reclassement des forfaits d'externat dans les concours publics et ce, conformément à l'application du règlement comptable ANC 2018-06.

### 6.1.2 Produits de tiers financeurs

#### 6.1.2.1 Concours publics et subventions d'exploitation

##### 6.1.2.1.1 Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

##### 6.1.2.1.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.



Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.  
Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.  
La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

#### 6.1.2.1.3 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Opérateurs de compétences	Etat	Collectivités territoriales	Autres	Total
Concours publics	12 873 242 €	5 894 970 €	1 313 685 €	105 939 €	20 187 886 €
Subvention d'exploitation			414 494 €	52 020 €	466 514 €
Subvention d'investissement					
<b>Total</b>	<b>12 873 242 €</b>	<b>5 894 970 €</b>	<b>1 728 179 €</b>	<b>157 959 €</b>	<b>20 654 350 €</b>

## 6.2 Charges du compte de résultat

### 6.2.1 Salaires et traitements, charges sociales

L'impact des aides de l'Etat perçues au titre de l'activité partielle s'élève à 48 587 € pour l'exercice 2020-2021 contre 190.509,56 € sur 2019-2020.

D'autre part, le nombre de salariés rémunérés, exprimé en équivalent temps plein, a été de 236 ETP pour l'exercice 2020-2021, contre 210 ETP pour exercice précédent.

## 6.3 Résultat Financier

Le résultat financier intègre principalement les intérêts sur les emprunts souscrits.

## 6.4 Résultat Exceptionnel

Le poste « Sur opérations en capital » comprend la quote-part annuelle des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice dans la mesure où notre entité a choisi la comptabilisation des subventions d'investissement acquises dans les fonds propres et la reprise de celles-ci dans le compte de résultat au fur et à mesure de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés.

**Les produits exceptionnels intègrent :**

Sur les opérations de gestion :

- une aide exceptionnelle versée à Bavay et Lesquin sur la reserve du CFA de 72.125,00 €
- une extourne du compteur EDF cuisine pour l'exercice 2015/2016 prescrit, pour 59.108,89 €,
- des remboursements de la MSA élèves sur plusieurs années de 55.094,72 €
- de la régularisation de la MSA élèves des années antérieures de 30.642,97
- de l'annulation de chèques de plus d'un an pour 776,33 €
- le versement d'une aide pour le SDIA de 2018-2019 de 5.130 €
- le remboursement de frais de déplacement de l'ADEFEP de 2018-2019 pour 1600,00 €
- des règlements de frais de mises en demeures pour des créances antérieures de 1.002,00 €
- un règlement d'une créance élève antérieurement annulée pour 800,00 €
- des régularisations de dettes fournisseurs de plus de 5 ans pour 11.032,55 €
- des produits sur ex. antérieurs concernant des contrats aidés de 2019-2020 pour 4.012,00 €
- de la régularisation des exercices antérieurs des frais d'examen pour 5.100,54 €
- de la quote part de la taxe d'apprentissage affectée à l'investissement : 80.108,99 €
- une règlement d'OCAPAT pour des contrat de professionnalisation de 2019 pour 2.628,85 €
- d'autres produits divers pour 3.488,21 €

Sur les opérations en capital :

- des produits de cessions d'immobilisation pour 2.102,33 €
- de la quote part de la subvention année 20-21 : 432.248,29 €

**Soit un total de 767.001,57 €**

**Les charges exceptionnelles intègrent :**

Sur les opérations de gestion :

- le versement d'une aide exceptionnelle aux UFA du CFA de Genech de 234.000,00 €
- de la sous traitance du DISTRIMANAGER du 1<sup>er</sup> semestre 2020 non facturée au 31/08/21 pour 48.501,38 €
- le versement d'une cotisation exceptionnelle au CNEAP constituant une aide financière pour un autre établissement pour 47.579,00 €
- le versement des cotisations 2019-2020 à l'ADISEC pour 76.254,74 €
- des régularisations de factures de genech formation pour 7.316,10 €
- d'un écart sur le solde à recevoir du PRF 19-20 pour 40.221,05 €
- d'une régularisation de la cotisation CNEAP 2018 pour 1.850 €
- d'un remboursement d'un trop perçu pour une action PRF 2019-2020 de 1.939,16 €
- la régularisation de factures d'achats concernant 2019-2020 pour 9.607,60 €
- des autres charges diverses pour 3.551,04 €

Sur les opérations en capital :

- les valeurs comptables d'actifs cédés, pour 103.895,55 €

**soit un total de 574.715,62 €.**

**6.5 Contributions volontaires en nature du compte de résultat**

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail: bénévolat, mises à disposition de personnes;
- Des contributions en biens: dons en nature redistribués ou consommés en l'état;
- Des contributions en services: mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Notre entité a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature :

- les motifs de notre décision sont les suivantes :

Les deux conditions suivantes devant être remplies ne le sont pas :

- la nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité ;
- l'entité est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

**6.1** *Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat*

**6.1.1.1** *Honoraires des commissaires aux comptes*

CAC 1	
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	33 000 € HT

**6.2** *Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)*

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à 253 839 € sur l'exercice 2020-2021.

Ce montant est en pratique communiqué ici bien que son information soit normalement prévue dans le « compte financier » par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif ».

## 7 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

### 7.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Garanties des emprunts	8 362 717 €	

#### Détail des garanties données :

Le prêt de 400.000 euros octroyé par le Crédit Mutuel du Nord de Lille pour la construction de la gare routière, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2021 le capital restant dû est de 34.032,57 euros.

Le prêt de 1.500.000 euros octroyé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lille pour la construction du local jus de pommes, la construction de la salle de musculation, la construction de préaux, la construction de boxes à chevaux, la construction de la fumière et le phytobac, la construction de sanitaires au restaurant scolaire, et l'acquisition de divers matériels, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2021 le capital restant dû est de 472.579,85 euros.

Le prêt de 1.099.000 euros octroyé par le Crédit Mutuel du Nord de Lille pour la construction d'un bâtiment pédagogique assorti d'un amphithéâtre et d'une salle de réunion-réception en éco-construction, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2021 le capital restant dû est de 668.720,48 euros.

Le prêt de 2.000.000 euros octroyé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord de France pour la construction d'un bâtiment pédagogique assorti d'un amphithéâtre et d'une salle de réunion-réception en éco-construction, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2021, les capitaux débloqués s'élèvent à 1.500.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 973.830,80 euros.

Le prêt de 500.000 euros octroyé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord de France pour la construction d'un bâtiment pédagogique assorti d'un amphithéâtre et d'une salle de réunion-réception en éco-construction, a fait l'objet d'un mandat irrévocable d'hypothèque. Au 31 août 2021, les capitaux débloqués s'élèvent à 500.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 277.246,90 euros.

Le prêt de 2.000.000 euros octroyé par le Crédit Mutuel du Nord de Lille pour divers investissements et travaux, dont serres et tunnel de production, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2021, les capitaux débloqués s'élèvent à 2.000.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 1.138.161,04 euros.

Le prêt de 2.000.000 euros octroyé par le Crédit Mutuel du Nord de Lille pour la construction d'un bâtiment à usage de classes et d'un internat, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2021, les capitaux débloqués s'élèvent à 2.000.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 1.324.872,22 euros.

Le prêt de 2.000.000 euros octroyé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord de France pour la construction d'un bâtiment, a fait l'objet d'un mandat irrévocable d'hypothèque. Au 31 août 2021, les capitaux débloqués s'élèvent à 2.000.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 1.583.459,85 euros.

Le prêt de 700.000 euros octroyé par le Crédit Mutuel du Nord de Lille pour des travaux de menuiseries, toiture et de construction et équipement de nouveaux laboratoires, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2021, les capitaux débloqués s'élèvent à 700.000,00 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 480.037,75 euros.

Le prêt de 1.000.000 euros octroyé par la banque postale pour des travaux divers sur des toitures fait l'objet d'une promesse d'affectation hypothécaire. Au 31 août 2021, les capitaux débloqués s'élèvent à 1.000.000,00 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 861.590,25 euros.

Le prêt de 600.000 euros octroyé par le CIC Nord-Ouest pour la nouvelle laverie et chaîne de distribution pour la cantine de Genech, fait l'objet d'un nantissement du compte se lequel sont ou seront domiciliés les remboursements du crédit. Au 31 août 2021, les capitaux débloqués s'élèvent à 600.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 548.195,47 euros.